

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le **- 6 JUL. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADP - CTFE Bis

Direction de l'aéroport de Paris
Bât. 5409 - zone Roissypôle - rue du rond point - BP 81007
95931 CEDEX
95700 Roissy-en-France

Références : E/23-1571
Code AIOT : 0006501736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 dans l'établissement ADP - CTFE Bis implanté Bâtiment 6100 rue des Acacias 77 990 Le Mesnil-Amelot. L'inspection a été annoncée le 26/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADP-CHARLES DE GAULLE
- Bâtiment 6100 rue des Acacias 77 990 Le Mesnil-Amelot
- Code AIOT : 0006501736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centrale thermo-frigo électrique de production de chaud et de froid pour une partie de la plateforme aéroportuaire de Paris Charles-de-Gaulle classée à autorisation IED pour la rubrique 3110 (grande installation de combustion) de la nomenclature des ICPE, à enregistrement pour la rubrique 2921 (Tours aéroréfrigérante) et déclaration pour la rubrique 1185 (Gaz fluorés).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite dans le cadre de l'action sécheresse 2023 / ESP (Équipements sous pression) généraliste

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Code de l'environnement du 27/04/2023, article R211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse	-	/	Sans objet
3	Sécheresse	-	/	Sans objet
4	Sécheresse	-	/	Sans objet
5	Sécheresse	-	/	Sans objet
6	Sécheresse	-	/	Sans objet
7	Équipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant observe déjà une vigilance continue de sa consommation en eau (contrôle depuis la salle de quart de la CTFE de Roissy avec un opérateur présent en continu et un système d'alerte en direct sur les écrans de suivis des installations).

L'exploitant a indiqué durant la visite qu'il va procéder à une étude technico-économique des consommations et des actions envisageables pour mettre en place de nouvelles économies d'eau d'ici la fin de l'année 2023.

L'exploitant ne dispose pas à ce jour de consigne de transmission des consommations en cas d'alerte, alerte renforcée et/ou crise sécheresse.

Ces points seront prochainement pris en compte lors de la réalisation d'un arrêté préfectoral complémentaire dit « sécheresse ».

Conjointement à la visite d'inspection ICPE, un contrôle documentaire portant sur deux équipements sous pression présents sur le site de la CTFE Bis a été réalisé. L'exploitant a transmis les documents justifiants de la surveillance de ces équipements et de leur conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/04/2023, article R211-21-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
Constats : L'exploitant procède tout au long de l'année à une surveillance en continu de sa consommation en eau potable. Pour rappel l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21/12/2007 autorisant une consommation annuelle d'eau prélevée dans le réseau public de 223 00 m ³ . La consommation annuelle brute de l'établissement était de 123 927 m ³ pour l'année 2021 et 173 399 m ³ pour l'année 2022 (consommation en baisse suite à la pandémie). L'exploitant a indiqué une reprise d'activité de la plateforme aéroportuaire de Paris – Charles-de-Gaulle visant à retrouver la fréquentation et la consommation de l'année 2019 soit environ 200 000 m ³ annuelle pour l'année à venir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : -
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau,
Constats : Du fait d'une surveillance en continu, l'exploitant réalise un relevé journalier de sa consommation en eau. Par conséquent ces relevés sont également réalisés en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : -
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau
Constats : L'exploitant observe une vigilance tout au long de l'année afin de limiter au strict minimum sa consommation en eau. Il a procédé à quelques modifications de fonctionnement pour réaliser des économies de consommation, notamment en réduisant le nombre de cycle de nettoyage des filtres BERNOUILLI présents sur les groupes froids et en effectuant cette opération uniquement si nécessaire. L'exploitant limite également la température à 26°C dans les terminaux, même en cas de fortes chaleurs. Enfin, l'exploitant va procéder à une étude technico-économique des consommations et des actions envisageables d'ici la fin de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : -
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets
Constats : Les activités exercées sur site ne sont pas sources de rejets polluants, néanmoins l'activité des tours aéroréfrigérantes fait l'objet d'un suivi sur les rejets aqueux qui nécessite d'être renforcé dans le cadre de l'arrêté préfectoral « sécheresse » à venir
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : -
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
Constats : L'exploitant n'a à ce jour pas la consigne de transmettre des relevés hebdomadaires de sa consommation d'eau en cas de sécheresse à l'inspection des installations classées. Cette disposition sera incluse dans l'arrêté préfectoral complémentaire « sécheresse » à venir pour ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : -
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de mesures particulières en cas d'alerte, alerte renforcée et/ou crise. Cependant, l'arrêté préfectoral à venir imposera à l'exploitant de prévoir des dispositions lors des différents passages de seuil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Équipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017
Thème(s) : Situation administrative, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de la liste des équipements sous pression présent dans son établissement et respecte les échéances de vérification des IP (vérification extérieure, vérification des accessoires de sécurité, inspection des accessoires sous pression) et RP (réalisé par un organisme habilité, examen documentaire, inspection, vérification des contrôles prévus au plan, épreuve hydraulique), à intervalle maximal de 6 et 12 ans.
Constats : Par courriel du 30/05/2023, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression présents dans son établissement. Cette liste est présentée sous forme de tableau dans lequel est indiqué pour chaque équipement la date de la dernière vérification ainsi que l'échéance de vérification des IP et RP pour celui-ci. L'exploitant a également transmis, pour les deux équipements identifiés par l'inspection pendant la visite, les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- la déclaration de mise en service en en date du 02/03/2020 du ballon B01 ;- la déclaration de mise en service en en date du 02/03/2020 du ballon B02 ; - le rapport de vérification du ballon B01 réalisé le 24/11/2020 ;- le rapport de vérification du ballon B02 réalisé le 24/11/2020 ; - une copie du carnet de suivi du ballon B01 ;- une copie du carnet de suivi du ballon B02. Les documents présentés indiquent que les équipements visés pendant la visite sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

